

RF Lodeve
Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 13/04/2016 034-213400112-20160404-DE_2016_012-DE

République française

Département de l'Hérault

COMMUNE DE ARBORAS

Séance du 04 avril 2016

Membres en exercice : 11	Date de la convocation: 25/03/2016 <i>L'an deux mille seize et le quatre avril l'assemblée régulièrement convoquée, s'est réunie sous la présidence de Madame Marie Francoise NACHEZ</i>
Présents : 9	
Votants: 10	Présents : Marie Francoise NACHEZ, Cecile LEMOINE, Anthony MORICE, Louis LAGET, Yves MARTIN, Pascale TOUDY, Marie France TERSEUR, France HUBER, Gilles NOCCA
Pour: 10	
Contre: 0	Représentés: Jean Marie VILLARET par Louis LAGET
Abstentions: 0	Excusés:
	Absents: Alexandre GARRAD
	Secrétaire de séance: Pascale TOUDY

**Objet: Approbation de la modification n°1 de l'Aire de mise en Valeur de
l'Architecture et du Patrimoine - DE_2016_012**

Vu le Code de l'Urbanisme,
Vu le Code du Patrimoine,
Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 6 mars 2015 ayant prescrit la modification administrative de l'AVAP,
Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 1er juin 2015 ayant arrêté le projet de modification administrative de l'AVAP,
Vu l'arrêté du Maire en date du 30 octobre 2015 soumettant à enquête publique le projet de modification administrative de l'AVAP arrêté le Conseil Municipal,
Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur,
Vu les conclusions et l'avis favorable de la commission avap qui s'est tenue le 9 mars 2016
VU l'accord du Préfet (réf A16001014D) en date du 21 mars 2016 requis en application de l'article L.642-4 du Code du Patrimoine ,

Considérant que la modification administrative (règlement et carnet de plans) telle qu'elle a été présenté au Conseil Municipal et selon les préconisations contenues dans le rapport du Commissaire Enquêteur est prête à être approuvée,

RF Lodevè
Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 13/04/2016 034-213400112-20160404-DE_2016_012-DE

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents

- décide d'approuver la modification administrative de l'AVAP telle qu'elle est annexée à la présente,

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois.

La présente délibération sera exécutoire à compter de sa réception en préfecture et de l'accomplissement des mesures de publicité.

Le dossier de modification administrative de l'AVAP approuvé est tenu à la disposition du public à la Mairie d'Arboras aux jours et heures habituels d'ouverture.

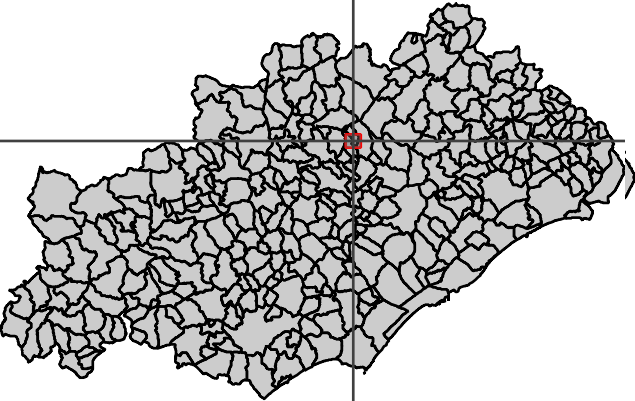
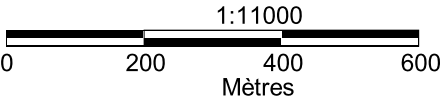
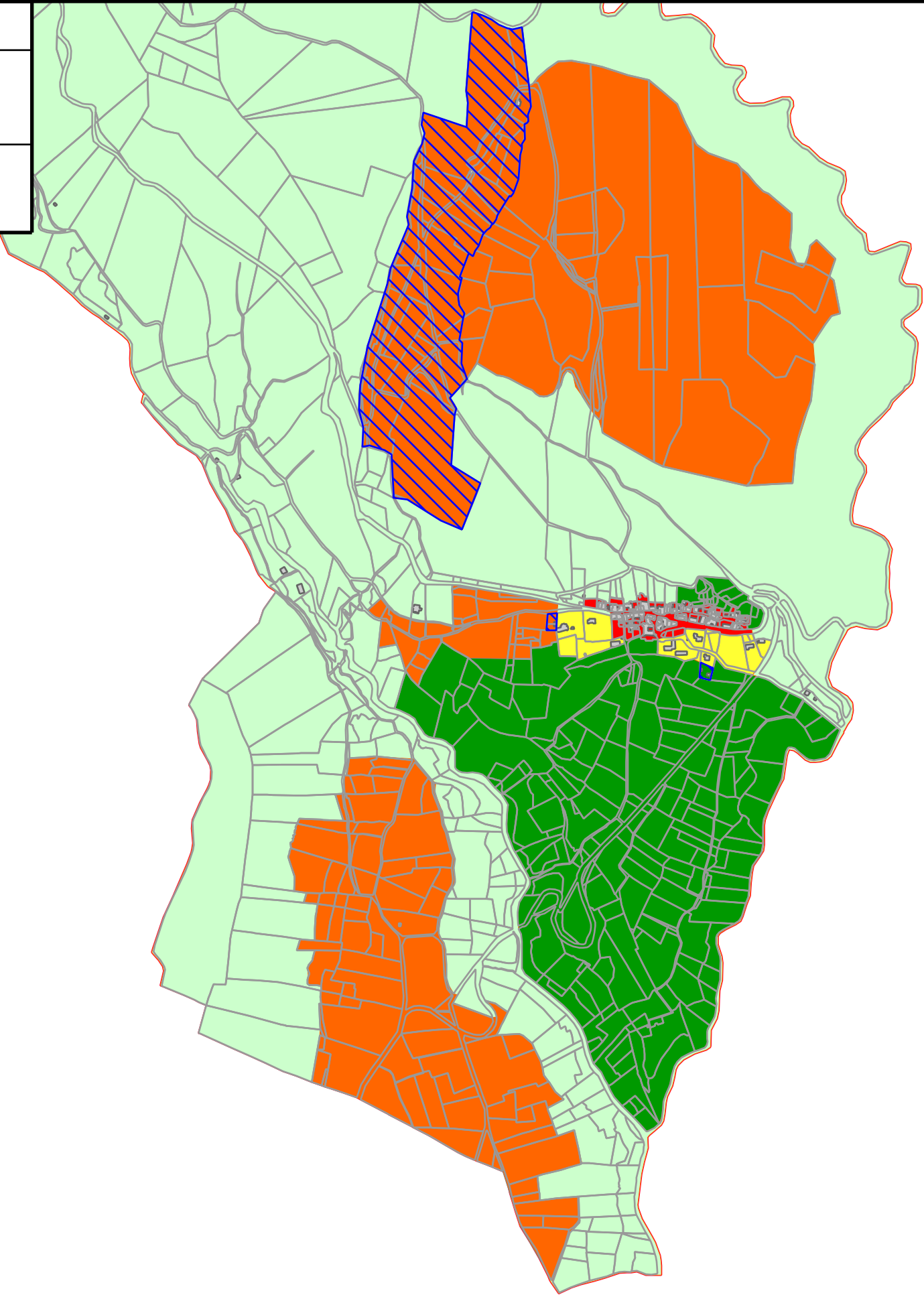
Fait et délibéré à Arboras, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,






NACHEZ Marie Françoise



ARBORAS AVAP
MODIFICATION DES SECTEURS



SECTEURS MODIFIES

-  ZPI le village
-  ZPII Les extensions
-  ZPIII Les zones d'exclusion
-  ZPIV La zone à majorité agricole
-  ZPV La zone à majorité forestière

 SECTEURS A MODIFIER



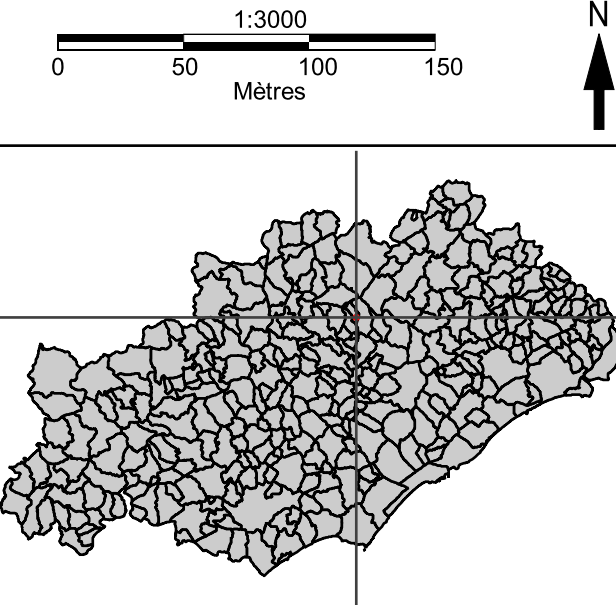
Unité Départementale de
l'Architecture et du Patrimoine



Auteur : Aurélie HARNEQUAUX
Date : mars 2016
Sources © : IGN – DGFP - DIREN - STAP/DRAC
AVAP_Modification n°1

ARBORAS AVAP MODIFIEE

Détail des extensions du village



SECTEURS MODIFIES

- ZPI le village
- ZPII Les extensions
- ZPIII Les zones d'exclusion
- ZPIV La zone à majorité agricole
- ZPIVe Zone à majorité agricole avec éolien autorisé sous conditions
- ZPV La zone à majorité forestière
- Château inscrit au titre des monuments historiques



Unité Départementale de
l'Architecture et du Patrimoine



Auteur : Aurélie HARNEQUAUX
Date : mars 2016
Sources © : IGN – DGFP - DIREN - STAP/DRAC
AVAP_Modification n°1

RF Lodeve
Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 13/04/2016 Modification n°1 034 213400112 20160404 DE 2016_012 DE

2.3.b Modifications spécifiques à la ZPII

Article 2.1 – Montage opérationnel : REMPLACER par : L'urbanisation devra se faire dans le cadre d'un schéma d'ensemble.

Article 2.4 – Plan de masse : REMPLACER par : Toute opération de plus d'un logement devra respecter une organisation basée sur le relief et l'orientation des courbes de niveau. Les batteries de garage ne sont pas autorisées.

2.3.c Modifications spécifiques à la ZPI

Article 1.4 – Les loggias, terrasses et balcons : REMPLACER LE DERNIER ALINEA PAR : une terrasse est possible à condition d'être portée par des murs maçonnés en pierres apparentes ou enduits et à condition de ne pas obstruer un passage ou une vue. Elle peut être couverte ou non couverte. Dans le cas de couverture tuile, les toits complexes ou de trop petite dimension (4m² minimum pour un versant de toiture) sont à éviter.

Article 1.7 – Les percements : POUR LES FAÇADES ANTERIEURES AU 19E, REMPLACER PAR : Si les ouvertures sont indispensables, elles ne devront pas dépasser trois formats d'ouvertures et deux formats de portes par façade. Les encadrements seront à éviter.

Article 1.8 – Les menuiseries : REMPLACER LE DEUXIEME ALINEA PAR : En cas de remplacement sont autorisées uniquement le bois peint et l'acier. L'aluminium laqué de couleur sombre (blanc et naturel interdits) est autorisé uniquement pour les grandes baies à rez de chaussée, pour les ouvertures donnant sur cour et sur les « édifices sans remarque particulière » identifiés de couleur brune dans le document graphique d'identification de l'intérêt patrimonial des immeubles.

2.3.d Modifications applicables à l'ensemble des Zones

Article 0.7 – Branchements, boîtes aux lettres et petits équipements : REMPLACER PAR
Sur les constructions neuves, les comptages, boîtes aux lettres homologuées, petits équipements doivent être intégrés aux maçonneries (bâtiment ou clôture) sans aucun rebord. Ils devront figurer sur les façades proposées lors des dépôts de demande d'autorisation.
Sur le bâti ancien, la présence de boîtes aux lettres homologuées n'est pas obligatoire.

Les autres pièces de l'AVAP restent inchangées.

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille treize le seize janvier, à 18 heures, le conseil municipal d'ARBORAS s'est réuni, en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre VANLUGGENE, Maire.

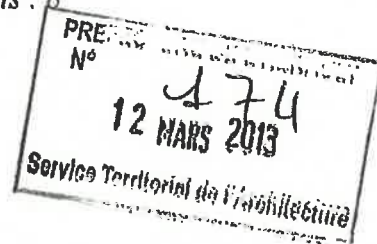
Etaient présents : Jean-Pierre VANLUGGENE, Louis LAGET, Nicole CLAVERIE, Gérald AUGLANS, Alexandre GARRAD, Gabrielle BECHT, Jean-Marie VILLARET.

Absente excusée : Sylvie POLLET.

Ont donné procuration : Sylvie POLLET à Jean-Pierre VANLUGGENE.

Nombre de membres : En exercice : 8 Présents : 7 Votants : 8

Date de la convocation : 9 janvier 2013.



Objet : Arrêté du projet de l'AVAP.

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que le projet de l'AVAP est terminé. Il a été présenté le 12 décembre 2012 par M. NEGRE à la commission locale qui a donné un avis favorable à ce projet.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal après avoir présenté les documents de se prononcer sur ce projet.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

- *Se prononce favorablement à l'unanimité, pour l'application de l'AVAP à Arboras.*

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

*Pour copie conforme
Le Maire,
J.P. VANLUGGENE*





ARBORAS

Délibération du Conseil municipal

L'an deux mille quatorze le 12 mars à 18 heures, le Conseil municipal d'Arboras s'est réuni sous la présidence de M. Jean-Pierre VANLUGGENE, Maire.

Etaient présents : VANLUGGENE Jean-Pierre, LAGET Louis, Jean-Marie VILLARET, AUGLANS Gérald, GARRAD Alexandre, CLAVERIE Nicole, POLLET Sylvie, BECHT Gabrielle.

Etaient absents :

Etaient excusés :

Nombre de membres : **En exercice :** 8 **Présents :** 8 **Votants :** 8

Objet : création d'une Aire de mise en valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) sur la commune.

Monsieur le Maire rappelle au Conseil municipal que le projet d'AVAP couvre l'ensemble du territoire communal dans le but notamment de limiter les extensions urbaines, de créer des zones d'exclusion bâties garantissant des cônes de vue sur le village, de préserver les zones de garrigues, les zones cultivées ainsi que le causse, d'établir des prescriptions urbaines et architecturales en vue de préserver l'identité rurale du bâti, l'exception paysagère du village, situé à la rupture du relief et des cultures et blotti derrière son château protégé au titre des monuments historiques.

Vu la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement,

Vu le décret 2011-1903 du 19 décembre 2011 relatif aux Aires de mise en valeur de l'Architecture et du Patrimoine,

Vu les articles L642-1 à L642-10 du Code du patrimoine,

Vu la circulaire du 2 mars 2012 relative aux Aires de mise en valeur de l'Architecture et du Patrimoine,

Vu la délibération de la commune en date du 29 novembre 2011 ayant décidé la création d'une Aire de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine, créé une Commission Locale Consultative et organisé la concertation publique,

Vu l'avis favorable émis par la Commission Consultative Locale de l'Aire de mise en valeur de l'Architecture et du Patrimoine d'Arboras réunie le 12 décembre 2012 sur le projet présenté,

Prend acte du processus de concertation en référence à l'article L 300-2 du Code de l'Urbanisme, ayant permis la tenue d'une réunion publique d'information le 12 décembre 2012 et la présentation du projet au bulletin municipal,

Vu la délibération de la commune en date du 16 janvier 2013 arrêtant le projet d'AVAP,

Vu la transmission du projet au Préfet de Région le 13 février 2013,

Vu l'avis favorable émis par la Commission Régionale du Patrimoine et des Sites en date du 6 juin 2013,

Vu la décision du 11 décembre 2013 de la DREAL Languedoc-Roussillon, autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement, ne soumettant pas à évaluation environnementale le projet d'AVAP de la commune d'Arboras,

Vu l'examen des personnes publiques associées lors d'une réunion le 26 novembre 2013 et la transmission de leurs avis,

Vu l'arrêté municipal en date du 16 mars 2014 prescrivant l'enquête publique relative à l'AVAP,

Vu l'enquête publique organisée du 6 janvier au 7 février 2014 et du le rapport de Madame Anne-Marie GIRARD, commissaire-enquêteur désignée par le Tribunal Administratif de Montpellier, en date du 17 février 2014,

Vu l'avis favorable de la commission locale de l'AVAP en date du 26 février 2014 sur le projet d'AVAP arrêté le 16 janvier 2013,

Vu l'accord de Monsieur le Préfet de l'Hérault en date du 3 mars 2014, en application de l'article D 642-9 du code du patrimoine,

Décide, à l'unanimité des membres présents :

1- de créer une Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP), telle qu'elle figure dans le dossier annexé à la présente délibération (rapport de présentation, règlement et plans)

2- de transmettre à la Préfecture de l'Hérault la présente délibération et le dossier annexé,

3- de tenir à disposition du public le dossier de l'AVAP aux jours et heures d'ouverture de la mairie d'Arboras,

4- qu'à compter de la date de publication dans un journal publié dans le département, de l'affichage en mairie de la présente délibération, les dispositions figurant dans le dossier annexé à celle-ci seront applicables.

Ainsi fait et délibéré en Mairie, les jours, mois et an susdits et ont signé au registre les membres présents.

M. Le Maire,
VANLUGGENE Jean-Pierre.



Commune d'Arboras



**Aire de mise en Valeur de L'Architecture et
du Patrimoine**

A.V.A.P.

**De la commune d'Arboras
Département de l'Hérault
Région Languedoc Roussillon**



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PREFET DE LA REGION
LANGUEDOC-ROUSSILLON**

3 - REGLEMENTATION



Création prescrite par DCM du 29 novembre 2011

AVAP arrêté par DCM du 16 janvier 2013

Dossier de création approuvé par DCM le 12 mars 2014

Modification n°1 approuvée par DCM le 4 avril 2016

SOMMAIRE

Sommaire	Page 2
<u>Dispositions générales relatives à l'AVAP</u>	Page 3
<u>Chapitre 0</u>	
Réglementation applicable à l'ensemble de l'AVAP	Pages 4 à 7
Articles 0 – 1 à 0 - 13	
<u>Chapitre 1</u>	
Réglementation complémentaire pour la ZPI	Pages 8 à 14
Articles 1 – 1 à 1 - 13	
<u>Chapitre 2</u>	
Réglementation complémentaire pour la ZPII	Pages 15 à 19
Articles 2 – 1 à 2 - 15	
<u>Chapitre 3</u>	
Réglementation complémentaire pour la ZPIII	Page 20
Articles 3 – 1 à 3 – 3a et b	
<u>Chapitre 4</u>	
Réglementation complémentaire pour la ZPIV	Pages 21 à 24
Articles 4 – 1 à 4 – 9	
<u>Chapitre 5</u>	
Réglementation complémentaire pour la ZPV	Pages 25 à 27
Articles 5 – 1 à 5 – 9	

DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES A L'AVAP

Cadre juridique

- Loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (loi ENE), article 28
- Code du patrimoine : articles L 642-1 à L642-10
- Décret n°2011-1903 du 19 décembre 2011 relatif aux aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine, articles D.642-1 à R.642-29

Dispositions générales

Par délibération du 29 novembre 2011, la commune d'Arboras a décidé l'étude de la création d'une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine.

La mise en place d'une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine est une démarche partenariale entre l'Etat, représenté par le préfet assisté de l'architecte des bâtiments de France, et une commune (ou plusieurs) soucieuse de conserver et de mettre en valeur son patrimoine grâce à une gestion cohérente et maîtrisée.

La commune d'Arboras possède un monument inscrit au titre des monuments historiques générant une servitude de protection des abords dans un rayon de 500 mètres autour du monument. Elle bénéficie également d'un patrimoine bâti et paysager remarquable qu'elle souhaite préserver et transmettre aux générations futures.

Cette démarche originale de collaboration s'inscrit dans les politiques nationales relatives au renforcement du rôle des communes vis-à-vis de l'urbanisme local. Ne disposant pas de document d'urbanisme, la commune d'Arboras a étendu le périmètre de l'AVAP à l'ensemble du territoire communal.

Objectifs et contenu

Le dispositif des AVAP est un outil de protection qui induit la mise en place d'un véritable cahier de gestion du patrimoine. Il a pour ambition de développer une approche qualitative des territoires en intégrant au volet patrimoniale et urbain les objectifs de développement durable. Liant l'Etat à la collectivité locale, ce dispositif aide à limiter les conflits et à assurer une pérennité aux actions entreprises pour la conservation du patrimoine.

Une fois approuvée après enquête publique, l'AVAP est opposable aux tiers en tant que servitude d'utilité publique qui s'imposera au futur document d'urbanisme.

Ainsi, sur la base d'un document défini et adopté en partenariat, la gestion des transformations de l'espace, bâti ou non, se fait en référence à ce document, dans le respect du règlement et de l'esprit de l'AVAP.

L'AVAP se concrétise à travers un document négocié qui comprend trois parties :

1. Un rapport de présentation des objectifs de la création de l'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine ;
2. Un règlement opposable aux tiers comportant des prescriptions ;
3. Un document graphique portant le périmètre de la zone.

Un diagnostic architectural, patrimonial et environnemental présente les particularités historiques ou archéologiques, culturelles, urbaines, architecturales et paysagères du territoire concerné. Ce document, placé en annexe du dossier, est fondateur dans le sens où il établit des conclusions qui déterminent les éléments à prendre en compte pour l'établissement de l'AVAP.

Conséquences et régime des autorisations de travaux

Lorsque l'AVAP est créée, tous travaux de constructions, de démolition, de déboisement et de modification de l'aspect des immeubles sont soumis à autorisation selon les dispositions du Code de l'urbanisme (permis de construire, permis de démolir, déclaration de travaux, installations et travaux divers) après avis conforme de l'architecte des bâtiments de France. Ce dernier fonde lui-même ses avis sur les prescriptions et les recommandations de l'AVAP. Toutefois, l'AVAP n'a pas vocation à prendre en compte les intérieurs d'immeubles.







La publicité est interdite dans les AVAP, cependant l'institution d'un règlement local de publicité permet de déroger à la règle. Les enseignes sont soumises à autorisation après avis de l'architecte des bâtiments de France.

Possibilités de recours contre l'avis de l'architecte des bâtiments de France

La possibilité de recours de l'autorité compétente en matière d'urbanisme contre l'avis de l'architecte des bâtiments de France s'applique à l'ensemble des régimes d'autorisation de travaux. La procédure de recours se traduit par la transmission par l'autorité compétente en matière d'urbanisme, du dossier accompagné de son projet de décision au préfet de région, et ce dans le délai d'une semaine à réception de l'avis de l'architecte des bâtiments de France.

Le préfet de région doit se prononcer sous quinze jours en ce qui concerne les déclarations préalables et les autorisations spéciales, et sous un mois en ce qui concerne les permis après consultation éventuelle de la commission locale.

ILLUSTRATIONS ET RECOMMANDATIONS

	ZPI Le village
	ZPII Les extensions
	ZPIII Les zones d'exclusion au sud (a)
	Au nord (b)
	ZPIV et ZPIVe La zone à majorité agricole
	ZPV Zone à majorité forestière.

REGLEMENTATION

CHAPITRE 0

REGLEMENTATION APPLICABLE A L'ENSEMBLE DE L'AVAP

Article 0-1 Principes

L'Aire de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine est définie par trois documents :

- le rapport de présentation issu d'une analyse et d'un diagnostic dont la vocation est le partage des connaissances, l'orientation des choix collectifs et le développement de conseils et de recommandations pour une gestion de l'architecture et du paysage,
- le présent règlement qui impose des prescriptions pour la gestion de l'architecture et du paysage. Il comprend un chapitre général applicable à l'ensemble de l'AVAP et un chapitre particulier applicable à chaque zone.
- les documents graphiques qui identifient les éléments de patrimoine, l'intérêt patrimonial des édifices et fixe les limites de l'aire de valorisation et ses différentes zones d'application.

Seul le règlement et les documents graphiques sont opposables aux tiers.

Article 0-2 Périmètre de l'AVAP et découpage en zones

L'Aire de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) s'étend sur le territoire de la Commune.

L'AVAP est découpée en cinq zones ZPI, ZPII, ZPIII, ZPIV, ZPV.

La ZPI concerne les parties anciennes du village que la Collectivité veut conserver, restaurer ou réhabiliter et exceptionnellement renforcer.

La ZPII concerne les extensions récentes ou à venir que la Collectivité veut encadrer et orienter pour améliorer leur insertion paysagère et urbaine.

La ZPIII concerne les zones d'exclusion totale de tout bâtiment (ZPIIIa au sud du village et ZPIIIb au nord).

La ZPIV concerne le territoire communal agricole où peuvent être implantés des bâtiments d'exploitation dans la mesure où ils sont indispensables à cette exploitation sur ce site. ZPIVe sous-secteur avec éolien autorisé sous conditions.

La ZPV est la zone majoritairement boisée où quelques rares bâtiments existent qu'il faut encadrer s'ils sont déjà actuellement occupés.

ILLUSTRATIONS ET RECOMMANDATIONS



Couleur noire



Couleur rouge



Couleur bleu



Couleur jaune

INTERET PATRIMONIAL DES EDIFICES

Le bâtiment de couleur noire est protégé au titre des monuments historiques.

Les bâtiments de couleur rouge sont d'intérêt architectural remarquable et ne peuvent être démolis.

Les évolutions doivent se faire dans le strict respect de leurs caractéristiques patrimoniales

Les bâtiments de couleur bleue sont très intéressants et jouent un rôle important pour l'image d'ensemble du village où de l'ensemble bâti considéré.

Démolition complète interdite. Modifications possibles en respectant les éléments patrimoniaux et l'unité de l'îlot concerné.

Les bâtiments de couleur brune sont sans remarque particulière et peuvent être démolies ou modifiées.

Les bâtiments ou éléments de bâtiments colorés en jaune sont considérés comme dommageables aux volontés patrimoniales et devraient être revus, finis modifiés ou démolis lors d'un projet les concernant.

REGLEMENTATION

CHAPITRE 0

REGLEMENTATION APPLICABLE A L'ENSEMBLE DE L'AVAP

Article 0-3 Identification de l'intérêt patrimonial des édifices

Dans les documents graphiques de l'AVAP, les édifices présentant un intérêt patrimonial en raison de leur architecture, de leur histoire ou de leur rôle dans le paysage, ont été repérés en deux couleurs :

- En noire : les édifices protégés au titre des monuments historiques ;
- En rouge : les édifices exceptionnels ;
- En bleu : les édifices remarquables ou intéressants pour l'unité du village ;
- En brun : les édifices sans remarque particulière ;
- En jaune les édifices ou partie d'édifice contraires à la qualité patrimoniale du site ;

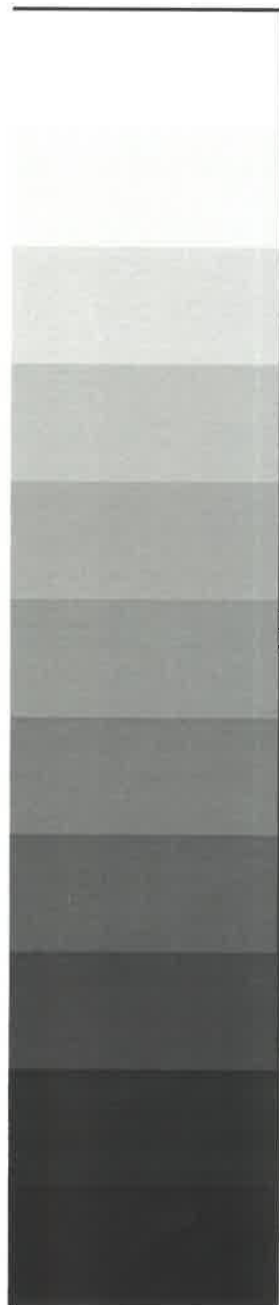
Article 0-4 Conservation / démolition / agrandissement / surélévation

- Couleur noire : Edifices protégés au titre des monuments historiques. ils ont un statut à part ou toute modification est envisagée avec la DRAC.
- Couleur rouge : Edifices remarquables : Ils sont conservés et restaurés. Leur démolition et leur surélévation sont interdite. Leur agrandissement limité peut être autorisé sous réserve du respect de leur architecture.
- Couleur bleue : Edifices intéressants ou nécessaires pour l'unité du village : Leur démolition totale est interdite, leur démolition partielle peut être autorisée sous réserve de contribuer à leur requalification architecturale. Leur surélévation n'est pas souhaitable. Leur agrandissement limité peut être autorisé sous réserve du respect de leur architecture.
- Couleur brun : Les autres édifices : leur démolition, agrandissement et reconstruction peut être autorisée.

Les édifices repérés en jaune dans les documents graphiques de l'AVAP : leur finition, leur démolition ou modification est souhaitable et sera encouragée dans le cadre de la requalification du bâti concerné.

ILLUSTRATIONS ET RECOMMANDATIONS

COULEURS VALEURS



0%

10%

20%

30%

40%

50%

60%

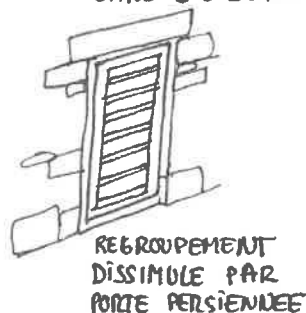
70%

80%

90%

100%

Exemples d'intégration des petits équipements intégrés aux maçonneries.



Eviter les essences « exotiques » trop luxuriantes pour cet environnement « rude » (laurier rose, palmier, bougainvilliers, ...) au profit d'essences locales présentes dans l'environnement immédiat (laurier thym, buis, chênes verts, érables, cistes, cyprès, ...)



REGLEMENTATION

CHAPITRE 0

REGLEMENTATION APPLICABLE A L'ENSEMBLE DE L'AVAP

Article 0-5 Couleurs-Valeurs

D'une manière générale, les teintes des matériaux utilisés pour les constructions, leurs annexes, doivent s'intégrer harmonieusement et sans contraste avec le paysage bâti ou naturel. Pour ce faire il faut exclure les teintes claires et retenir des teintes utilisées traditionnellement équivalentes à au moins (30%) de gris dans l'échelle des valeurs annexée au présent règlement.

Tout matériau brillant ou réfléchissant est interdit. Dans le cas d'Arboras il est demandé de se référer à la palette de couleur imposée et annexée au règlement.

Article 0-6 Antennes et accessoires

La pose d'antennes ou autres accessoires et dispositifs ayant un impact dans le paysage doit être effectuée de manière à ne pas être visible depuis la voie publique. Cette pose fait l'objet d'une déclaration en mairie.

Article 0-7 Branchements, boîtes aux lettres et petits équipements

Sur les constructions neuves, les comptages, boîtes aux lettres homologuées, petits équipements doivent être intégrés aux maçonneries (bâtiment ou clôture) sans aucun rebord. Ils devront figurer sur les façades proposées lors des dépôts de demande d'autorisation.

Sur le bâti ancien, la présence de boîtes aux lettres homologuées n'est pas obligatoire.

Article 0-8 Végétation

- Les essences retenues doivent être locales et économe en eau. Eviter les essences « exotiques » au profit d'essences que l'on trouve autour du village (voir recommandations ci-après).
- Les haies disposées en clôture doivent être d'essences mélangées (voir recommandations ci-après).
- Les plantations en bordure de voie publique sont admises dans la mesure où elles n'empiètent pas sur le domaine public de plus de 20cm.

ILLUSTRATIONS ET RECOMMANDATIONS

• ARBRES •



• ARBUSTES •



REGLEMENTATION

CHAPITRE 0

REGLEMENTATION APPLICABLE A L'ENSEMBLE DE L'AVAP

Article 0-9 piscines

Construites dans les limites des zones constructibles à moins de 15m du bâti.

Les piscines utiliseront des margelles et plages de teinte d'une valeur au moins égale à 30% de gris dans l'échelle du blanc au noir annexée au présent règlement.

Leur revêtement intérieur sera de teinte sable ou gris. Les bâches de protection seront sombres d'une valeur au moins égale à 60%.

Les piscines couvertes avec des verrières ou équivalents fixes ou mobiles sont interdites (couverture en tuile autorisée).

Article 0-10 Dépôt de matériaux

Les dépôts de matériaux de toute sorte sont interdits, même à titre temporaire, sur l'ensemble du territoire, sauf pendant la durée d'un chantier autorisé.

Article 0-11 Les édifices publics

Les équipements publics sont par nature des édifices exceptionnels. A ce titre ils peuvent déroger aux règles prévues pour les autres catégories d'édifices à condition de recevoir au préalable le visa de l'architecte des bâtiments de France. Cependant cette règle dérogatoire ne peut s'appliquer dans les zones d'exclusion où les éventuelles interventions d'intérêt public doivent se limiter aux travaux d'équipement ou d'infrastructure.

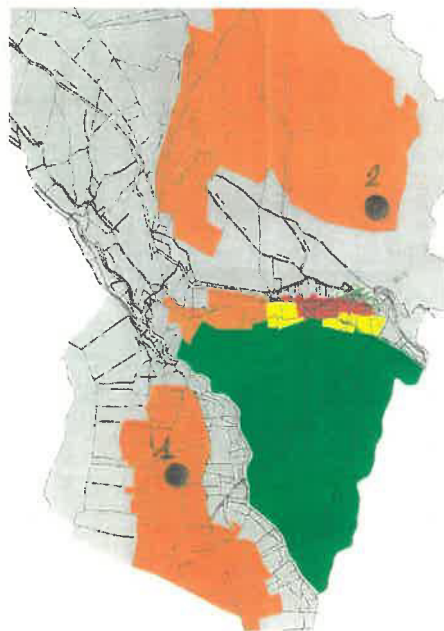
Article 0-12 Les espaces publics

Les espaces publics doivent être intégrés à leur environnement immédiat en tenant toujours compte du caractère très « rural » de la commune. A l'extérieur du village ils seront plantés d'essences locales (voir palette végétale) et à l'intérieur du village chercheront à marier le minéral (pierres, pavés, ...) avec le végétal (plantes grimpantes, couvre sol, végétation arbustive). Les éclairages publics seront discrets autant que le permet la réglementation en privilégiant les solutions simples (façades, mats très simples...).

Le végétal « privé » est autorisé en façade sur les espaces publics (voir article 08 sur la végétation).

Article 0-13 Ruines

Un certain nombre de ruines existe sur l'ensemble du territoire de la commune. Elles ne peuvent faire l'objet d'une restauration que si elles présentent encore des éléments de toiture (charpente, couverture). Leur destination ne pourra évoluer et se limitera donc à un usage rural (entrepôt de matériaux, récoltes, abris pour troupeau, ...).



Implantations existantes en zone agricole :

- 1 – Mazet agricole.
- 2 – Cave récente.

La zone IV est occupée par de rares boisements et des cultures. On y trouve quelques bâtiments qui doivent pouvoir évoluer, on peut également y implanter des bâtiments agricoles s'ils sont indispensables à la bonne marche des exploitations qui font vivre le paysage.

Les interventions sur la ZPIV doivent bien entendu respecter les règles applicables à l'ensemble de l'AVAP (chapitre 0).

Les articles complémentaires qui suivent, sont spécifiques à la ZPIV.

Article 4.1 – Le parcellaire et les structures topographiques

- Préserver, restaurer, éventuellement restituer les limites de parcelles souvent constituées par des différences de niveaux marquées par des plantations ou des murs en pierres sèches.
- Aménager les pentes en évitant les nivellements, en préservant les soutènements et les équipements hydrauliques existants.

Article 4.2 – Les vallons et les écoulements naturels pluviaux

- Les deux vallons (Lagamas et Rouvignous) sont à préserver de tout élément perturbateur à l'écoulement.
- De même, les différents fossés, déversoirs, bassins, canaux, ... qui permettent de gérer l'écoulement des eaux pluviales sont à préserver, rénover, renforcer.

Article 4.3 – Les réseaux

- Éviter les terrassements en déblais remblais.
- Adapter les revêtements à leur usage en évitant le plus possible les enrobés denses ou bétons bitumineux étanche en revêtement de surface.
- Enterrer les réseaux de toutes sortes.

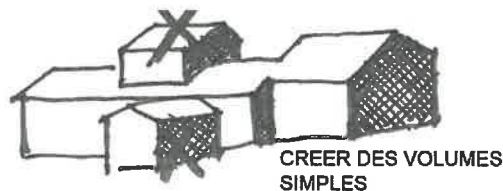
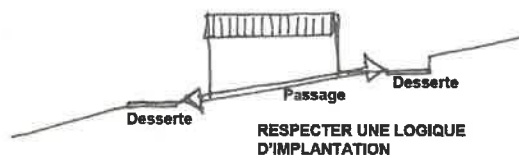


Article 4.4 – Les équipements liés à l'accueil du public

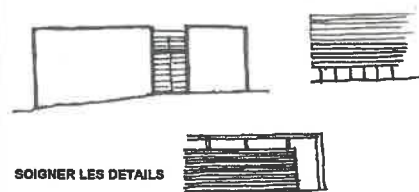
- Les aires de stationnement devront :
 - Etre fractionnées en petites unités de 10 places maximum.
 - Exclure les revêtements bitumineux étanches.
- Les panneaux d'information et de jalonnement devront :
 - Etre limités en nombre.
 - Etre regroupés et de préférence appuyés sur une différence de niveaux de terrain (rochers, talus, murs, ...).
 - Etre limités en hauteur (1m50 maximum par rapport au terrain naturel).

Article 4.5 – Les bâtiments existants

- Les bâtiments existants devront, pour leurs travaux de restructuration ou d'agrandissement, se référer au règlement de la zone ZPII.
- Leur impact sur le terrain (terrassements) et sur le paysage (volumétrie, matériaux, couleurs) devra être le plus réduit possible et éviter toutes les zones à fort impact visuel lointain (petit Causse, crêtes, ...).



UNE CONCEPTION CONTEMPORAINE AUX FORMES SIMPLES ET AUX MATERIAUX INNOVANTS EST SOUHAITABLE. LES TOITURES PLATES DEVRONT ETRE VEGETALISEES OU DISSIMULEES DEPUIS LES PRINCIPAUX POINTS DE VUE.



Points de vu préférentiels.

Article 4.6 – Les bâtiments agricoles

- Les constructions nouvelles ou les agrandissements d'existants ne seront autorisés que dans la stricte limite des besoins des exploitations agricoles (ou de leur diversification agro-touristique).
- Toute implantation en zone dominante, crête, ... sera interdite. L'impact sur le paysage proche et lointain sera évalué par montage photo depuis les vues principales répertoriées dans le diagnostic patrimonial (voir carte ci-contre).
- Toute implantation devra se faire à proximité (moins de 100m) d'un chemin public carrossable.
- Les bâtiments adaptés à la pente, si elle existe, éviteront le plus possible les plateformes de type déblais remblais et devront traiter toute différence de niveau créée par rapport au terrain naturel (talus plantés, murs en pierre, murs en gabions, ...) les enrochements sont interdits.
- Les bâtiments devront avoir une volumétrie simple, des surfaces (murs et toitures) de couleur sombre 30% de gris minimum constituées de matériaux non réfléchissants.
- Les surfaces planes sur le TN éviteront les revêtements bitumineux étanches.
- Le bâtiment présentera son environnement végétal à base de plantations arbustives et d'arbres à hautes tiges d'essences locales.
- Les réseaux desservant les bâtiments seront tous enterrés.
- Les cuves, bassins, ... seront à l'intérieur des bâtiments non visibles.

Article 4.7 – Les clôtures

Les clôtures sont à éviter. Si elles sont indispensables à l'exploitation, elles devront se limiter aux abords du bâtiment et être constituées de poteaux en bois refendu et de maillage métallique galvanisé d'une hauteur maximum de 1m50 ou de haies végétales d'essences variées.



Article 4.8 – Les économies d'énergie

- Les constructions récentes ou nouvelles peuvent recevoir des isolations extérieures à condition de les recouvrir d'enduits de valeur sombre 30% de gris minimum dans l'échelle des valeurs ou de bardage de bois.
- Les bâtiments récents ou à créer, peuvent s'équiper d'éléments de protection (type brise-soleil) qui seront traités en acier ou dans un matériau identique à celui de la façade.

Article 4.9 – Les énergies renouvelables

- Les fermes éoliennes et centrales photovoltaïques sont interdites.
- Les équipements destinés aux énergies renouvelables peuvent être envisagés sur les bâtiments récents ou à créer. Les éoliennes sont interdites.
- Les équipements de production ou de régulation thermiques sont disposés à l'intérieur des édifices ou disposés à proximité du bâti et devront alors être dissimulés par des habillages en métal ou en bois, le tout de couleur sombre (60% de gris sur l'échelle des valeurs).
- Dans le secteur ZPIVe, l'implantation d'éoliennes de grande hauteur est interdite. L'implantation de micro-éoliennes peut-être autorisée, à condition d'être positionnée de façon à ne pas porter atteinte à la qualité du bâtiment et de son environnement immédiat. Une éolienne peut être envisagée à condition d'être implantée à proximité du bâti et de ne pas dépasser celui-ci de plus de 1,5 fois sa hauteur, d'être limitée au maximum à 12 m de haut, d'être de couleur sombre (60% de gris minimum dans l'échelle de valeur).